



**HAL**  
open science

**ANTONIOLI M., DREVON G., GWIAZDZINSKI L.,  
KAUFMANN V., PATTARONI L. (dir.) (2020).  
 saturations. Individus, collectifs, organisations et  
territoires à l'épreuve: ELYA Éditions**

Marie-Hélène Hermand

► **To cite this version:**

Marie-Hélène Hermand. ANTONIOLI M., DREVON G., GWIAZDZINSKI L., KAUFMANN V., PATTARONI L. (dir.) (2020). saturations. Individus, collectifs, organisations et territoires à l'épreuve: ELYA Éditions. Questions de communication, A paraître, 38, pp.682-685. 10.4000/questionsdecommunication.24740 . hal-02960878

**HAL Id: hal-02960878**

**<https://hal.science/hal-02960878>**

Submitted on 7 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**ANTONIOLI M., DREVON G., GWIAZDZINSKI L., KAUFMANN V., PATTARONI L. (dir.) (2019). *Saturations. Individus, collectifs, organisations et territoires à l'épreuve* : ELYA Éditions, 248 p.**

**Ouvrage recensé par :**

Marie-Hélène Hermand – Université Bordeaux Montaigne, Laboratoire MICA

**A paraître dans *Questions de communication*, n°38, 2021.**

Cet ouvrage est préfacé par Yves Citton et dirigé par un collectif interdisciplinaire composé d'une philosophe (Manola Antonioli), de trois sociologues (Guillaume Drevon, Vincent Kaufmann, Lucas Pattaroni) et d'un géographe (Luc Gwiazdzinski). Il réunit seize contributions internationales (Canada, France, Suisse) et interdisciplinaires (architecture, esthétique, géographie, littérature, philosophie, sociologie, urbanisme et paysagisme) autour de la question de l'exposition des villes contemporaines au phénomène de la « saturation ». Les neuf contributions de la première partie proposent de repérer les diverses formes de saturations urbaines (pp. 25-147) tandis que les sept contributions de la seconde partie envisagent les moyens d'en sortir (pp. 149-239). En suscitant des réflexions centrées sur les contournements volontaires de l'accélération constatée en milieu urbain, les directeurs de l'ouvrage ont souhaité mettre en évidence les possibilités et les tentatives des villes et de leurs habitants de mettre en pause leur rythme effréné.

En nous plaçant du point de vue de la communication publique et politique, cette question de la saturation territoriale envisagée comme un « moment politique » (p. 243) nous a semblé particulièrement intéressante car elle permet une lecture de l'ouvrage à l'aune de problématiques et de méthodes qui concernent directement les SIC : l'analyse des formes discursives de l'injonction généralisée à l'accélération, à la mobilité et à l'hyperconnexion ; l'enquête sur les effets produits par ces injonctions en termes de vulnérabilité, d'invisibilité ou d'exclusion d'acteurs sociaux ne répondant pas ou plus à la norme de saturation ; et l'étude des usages, des médiatisations et des imaginaires en émergence dans des territoires résilients, marginaux ou résistants. Chaque contribution constituant un apport spécifique susceptible d'alimenter la réflexion sur notre appropriation possible du concept de « saturation », nous mettons en évidence les problématiques, les concepts et les paradigmes traités par les auteurs.

La première partie de l'ouvrage, intitulée « Repérer les saturations ? », s'emploie à caractériser le problème de la saturation urbaine dans le contexte néolibéral qui transforme la cité en « ville événementielle » (pp. 19, 61) au moyen d'un marketing territorial désormais généralisé. Dans le but d'esquisser une « théorie des saturations » (p. 241) de nos rythmes de vie, le point commun des contributions de cette partie consiste à révéler les lieux d'intensification des rythmes urbains et les tensions qui en découlent pour les citoyens, les organisations et les territoires. Responsable de l'accroissement des vulnérabilités et des inégalités, l'accélération est décryptée en vue de déceler des lieux potentiels de décélération et des pratiques susceptibles de réintégrer ceux qui, toujours plus nombreux, ne parviennent plus à suivre le rythme ou refusent d'adhérer à la course.

Après avoir rappelé les visions historiques de la saturation urbaine, l'historien de l'art Will Straw (pp. 25-38) propose de faire de la « scène culturelle » (pp. 26, 33) une figure de la saturation urbaine. Définie non pas comme un dispositif mais plutôt comme un « espace social marqué par les excès », une « communauté produisant un trop-plein de significations » ou encore comme un « lieu hybride » (p. 38), la scène culturelle offre un modèle heuristique qui permet de réintégrer des pratiques culturelles marginales à la sociabilité de la ville.

En analysant les formes de décélération individuelle et de démobilitation collective, Manola Antonioli (pp. 39-47) défend la nécessité d'une prise de position politique vis-à-vis des phénomènes d'accélération et de mobilité caractéristiques de la mondialisation. La mobilisation de la critique philosophique de Peter Sloterdijk aboutit à pointer le triple mouvement qui caractérise le processus d'accélération généralisée : l'automatisation, l'élimination de la lenteur et la suppression des distances. En réponse à l'injonction permanente de nous mettre en mouvement ou en marche, cette position critique amène à considérer des alternatives telles que les néo-localismes, les éloges du *slow* et des mobilités douces. L'auteure propose ainsi d'examiner le nouveau paradigme de la démobilitation qui prend forme dans des événements politiques récents (*Nuits debout*, ZAD, *NoTAV*, *Occupy*, gilets jaunes...) ou encore dans des « alter-lieux » et « contre-lieux » (p. 46).

Le point de vue architectural de Janet Hetman (pp. 49-60) porte sur la saturation spatiale de la ville envisagée comme une « hybridation fonctionnelle » : l'espace urbain est utilisé comme une plateforme qui intègre différentes fonctions et organise des activités en fonction d'utilisations variées et hétérogènes. Assoupli pour accueillir la saturation, l'« espace élastique » (p. 54) exprime la capacité de l'espace urbain à se contracter, à se dilater, à se déformer puis à retrouver sa configuration d'origine. Dans cette « économie du *temporary use* » (p. 53), les espaces urbains deviennent des lieux d'expérimentation dont il s'agit d'optimiser les cycles d'utilisation pour faire émerger une valeur d'usage en complément de la valeur foncière.

Le géographe et politiste Matthias Lecoq s'emploie pour sa part à expliquer la combinaison de la saturation avec la vie politique (pp. 61-73). Considérant l'espace urbain comme un symbole de pouvoir qui porte avant tout les marques de la planification et de la technocratie, il situe l'origine de la saturation dans la démultiplication des incitants à la participation citoyenne tels que les espaces digitaux, les ateliers créatifs et autres initiatives de gestion collective. Tour à tour usager, consommateur, habitant ou collaborateur, le citoyen devient un agent rationnel impliqué dans de nouvelles formes de gouvernement.

La critique du temps et de l'accélération formulée par les sociologues Guillaume Drevon et Vincent Kaufmann (pp. 75-90) est articulée autour du décryptage de l'injonction généralisée à la « grande mobilité » (pp. 77, 79-88). Cette injonction à la mobilité, qui touche plus particulièrement – mais pas seulement – les régions frappées par le chômage massif, résulte d'encouragements de la Commission européenne visant à optimiser le fonctionnement économique des marchés nationaux du travail. N'étant plus l'apanage ni des chômeurs ni des élites, la grande mobilité est désormais requise pour le travail. Mais elle a de lourdes conséquences non seulement sur les structures micro-familiales mais aussi sur l'accroissement de nouvelles formes d'inégalités. Si les débats à la mobilité ont une raison

d'être pour limiter les exclusions sociales, la question du droit à l'immobilité se pose désormais avec acuité. En attendant, des stratégies d'adaptation telles que le contournement des contraintes (spatiales ou temporelles) ou la délégation des charges de la vie quotidienne permettent de limiter les coûts et les effets de la grande mobilité.

Le géographe Philippe Vidal (pp. 91-98) s'intéresse à la sursollicitation numérique dont les villes-métropoles ancrées dans le modèle de la *Smart City* souffrent désormais. Si ce modèle apporte des solutions concrètes pour intégrer l'innovation dans bon nombre d'activités quotidiennes, le *monitoring* urbain s'accompagne aussi de prémices d'un « *burn-out* urbain » (pp. 94, 97). Ubérisation de l'économie, problèmes d'accès aux logements, mort des centres-villes, trottoirs saturés, électrosensibilité, tourismophobie et multiplication des collectifs de défense sont des manifestations bien visibles de l'envers du décor. Ces phénomènes posent la question de la régulation par les pouvoirs publics des offres issues du privé mondialisé et ils invitent à s'interroger sur les sentiers de « sobriété numérique » (pp. 92, 98) susceptibles de nuancer la logique d'accumulation technologique et la course à la performance caractéristiques des *Smart cities*.

Le tourisme de masse est un autre facteur de saturation de l'espace urbain (Brice Duthion, pp. 99-108), désormais mesuré à l'aide de l'Indice de Saturation Touristique. La question de la régulation du tourisme nécessite d'être repensée à toutes les échelles (pouvoirs publics et collectivités, entreprises, citoyens-usagers-voyageurs). L'auteur formule dès lors cinq pistes de réflexion qui renvoient aux manières de redonner vie à des territoires ignorés et méprisés, de désaturer les grands centres touristiques au profit de destinations discrètes, de prendre le temps de voyager, de retrouver les plaisirs de proximité et d'affirmer les valeurs d'un tourisme humaniste.

Les processus contemporains de saturation spatiale qui provoquent l'asphyxie urbaine sont appréhendés dans la contribution de Luca Pattaroni, Guillaume Devron et Mischa Piraud, (pp. 109-125) à travers le cas spécifique de Genève. Confrontée aux problèmes de logement et de mobilité transfrontalière, la ville voit augmenter la pression foncière, les injonctions régulatrices, la marchandisation de l'espace urbain et le durcissement politique et policier. Les auteurs plaident ici pour un retrait du prescriptif qui, à force de produire de la contrainte, menace de se retourner contre ce qui est visé (p. 110). En se focalisant sur la notion d'étouffement, les auteurs pointent les processus par lesquels se réduisent les espaces de respiration nécessaires au déploiement de modes de vie et d'expériences urbaines inédites ou en rupture avec les formes et les rythmes institués (p. 124). On a dès lors affaire à un *burn out* spatial (pp. 123-124), terme qui renvoie, sur le plan des appropriations territoriales, à des formes d'inflation qui mènent à l'épuisement.

Luc Gwiazdzinski propose une interrogation originale autour de la perception de la nuit et des pratiques nocturnes (pp. 127-147). Marquée par les discontinuités, les peurs, la morale et le pouvoir, la nuit est marquée par l'intensification de l'activité, au point de risquer l'artificialisation. À force d'être remplie d'activités selon un processus de « diurnisation » (pp. 135, 140, 144), la nuit risque de dégoûter les habitants et de devenir le théâtre de conflits et autres « nuisances sonores » qui mènent à des saturations fonctionnelle, cognitive, vécue et ressentie par les citoyens.

Dans une seconde partie intitulée « Sortir des saturations ? », les auteurs se concentrent sur les expériences urbaines qui permettent à des lieux et à des moments d'exister en dehors de la saturation. Pour faire face au sentiment de stress généralisé et prévenir le risque de *burn out* territorial, il s'agit ici d'identifier des concepts et des pratiques qui offrent des portes de sortie face au phénomène de la saturation urbaine.

Les « espaces spontanés », autrement dit les friches et les vides urbains, sont présentés par les architectes Cécile Mattoug et Manon Bélec (pp. 149-164) comme d'importantes niches de respiration ou de latence dans des contextes urbains denses et intenses. Susceptibles d'éveiller différents imaginaires, ces espaces éphémères aux frontières floues, entravés par des obstacles et parfois sans statut deviennent aussi des objets de convoitises et de conflits de valeurs ou d'intérêts. Ils incarnent surtout une volonté d'appropriation de l'espace urbain et une capacité de mobilisation sociale, médiatique, juridique et institutionnelle. Mais la pérennité des espaces spontanés dépend le plus souvent de leur ouverture au public, situation qui aboutit paradoxalement à réduire la spontanéité de leur usage.

Marin Dubroca-Voisin s'intéresse plus particulièrement aux espaces de répit proposés dans les gares (pp. 165-177). Il propose de les analyser par le biais du concept de « flux », au carrefour entre la foule et le flux. Non appréhendable par les mécanismes habituels de régulation des flux – injonction, coercition, *nudge* –, le flux est analysable au moyen d'une matrice acteurs/espaces. L'objectif consiste dès lors à permettre à de multiples acteurs sociaux (exploitant gare, opérateur ferroviaire, associations de voyageurs, voyageur) de participer en temps réel au fonctionnement des différents espaces ferroviaires (entrée, halls de gare, quais).

Autre lieu potentiel de désaturation de l'espace urbain, la périphérie apparaît comme une forme de résistance au « stress urbain ». Les urbanistes Guillaume Fabruel et Mathilde Girault (pp. 179-193) interprètent de manière étonnante le choix résidentiel périurbain comme un acte potentiel de politisation du ralentissement des métropoles. À la fois détournement et résistance, la périphérie traduirait une réforme écologique des modes de vie. L'analyse de récits biographiques met en lumière une dialectique centre/périphérie qui oppose l'expérience urbaine faite de stress, de déception et d'asservissement à une expérience périphérique qui serait synonyme de calme, tranquillité et bien-être. Les pratiques de ralentissement sont aussi passées au crible, qu'elles relèvent du décentrement par rapport à la rationalisation du temps (cultures potagères, circuits courts) ou de la resynchronisation des rythmes sociaux et environnementaux (détente, observation).

Les usages alternatifs des « zones d'activités économiques (ZAE) » françaises (Collectif Point Virgule, pp. 195-204) offrent un autre observatoire de la désaturation. Perçues comme des espaces de porosité avec la ville, les ZAE ne peuvent plus être abordées uniquement sous l'approche économique et fiscale en raison de l'urbanisation galopante, de l'augmentation de la pression financière et de la spéculation dont elles font l'objet. Creusets de pratiques alternatives, les ZAE peuvent accueillir des pratiques légales mais habituellement rejetées des villes, des pratiques économiques informelles ou encore des pratiques collectives spontanées voire illicites. En convoquant le modèle des hétérotopies – de crise et de déviation – de Foucault, il devient possible d'analyser les ZAE comme des utopies réalisées.

Dans l'examen des brèches ouvertes dans le processus de densification du canton de Genève, Lisa Levy et Magali Dubey (pp. 205-217) montrent comment les communes et la société civile, qui saturent sous les pressions historiques d'une organisation sur-centralisatrice (au niveau de la confédération suisse et du canton de Genève), en viennent à réagir pour reprendre la maîtrise ou conserver une prise sur l'organisation du territoire genevois. Parmi les réponses possibles à des décisions prises sans consultation, sont envisagés les tactiques de blocage ou de ralentissement, le développement de capacités d'expertise, l'intérêt porté aux « petits projets » plutôt qu'aux « grands projets » ou encore les collaborations choisies avec certains responsables politiques disposés à soutenir des espaces de respiration dans ce territoire saturé.

Une esthétique littéraire de la lenteur interprétée comme forme de résistance à l'accélération est une autre réponse à la saturation proposée par Nelly Desmarais (pp. 219-229). L'écriture, qui demande du temps, ne peut en effet être accélérée pour répondre aux lois du marché. L'écriture de la ville, pour éviter elle-même la saturation, doit attirer l'attention sur ce qui tend à être effacé ou ignoré. Elle peut s'opérer par les images, par le regard orienté et ralenti, par le « travail de la mémoire » (p. 224) ou encore par l'attention portée aux détails, à l'histoire et à l'émotion.

L'expérience du voyage dans un monde ultra connecté fait enfin l'objet de la critique du sociologue Francis Jauréguiberry (pp. 231-240). Radicalement différente au cours des siècles passés, l'expérience du voyage au XXI<sup>e</sup> siècle s'expérimente dans des espaces saturés d'informations et de sollicitations médiatiques. Elle a donné lieu à une nouvelle figure complexe : le « nomade hypermoderne » (p. 239), davantage confronté à la « hachure » de son temps de voyage entre différentes périodes de connexions plus ou moins maîtrisées qu'à la « coupure » nette avec son milieu d'origine. Expérimenter à nouveau le voyage requiert donc une déconnexion radicale et le choix de la solitude. Cet idéal de déconnexion totale est le plus souvent battu en brèche par la réalité d'une déconnexion partielle, laquelle fait l'objet de pactes avec les proches ou encore d'utilisation ponctuelles et partielles des fonctionnalités du téléphone.

Définie comme un ensemble de dynamiques spatiales et temporelles qui suscitent à la fois des soumissions et des résistances de la part des habitants-citoyens et des villes-métropoles, la saturation urbaine suscite donc ici des positions résolument critiques. L'ouvrage prolonge en effet la réflexion sur le concept d'accélération théorisé par le sociologue allemand Hartmut Rosa, fréquemment convoqué par les contributeurs. Il est aussi l'occasion de formuler une critique plus large du néolibéralisme marqué par la marchandisation des espaces publics et le marketing territorial généralisé, trop largement plébiscités par les professionnels pour ne pas être interrogés. Alimenté par de riches références dont on regrette qu'elles ne soient pas réunies dans une bibliographie à la fin de l'ouvrage, le livre remplit sa promesse de « faire un pas de côté » : d'une part, en pratiquant une ouverture interdisciplinaire nécessaire au traitement du thème et, d'autre part, en se focalisant sur la face cachée du dynamisme régulièrement affiché par les villes-métropoles.

**Marie-Hélène Hermand**, *MICA, Université Bordeaux Montaigne, F-33607*  
[marie-helene.hermand@u-bordeaux-montaigne.fr](mailto:marie-helene.hermand@u-bordeaux-montaigne.fr)